

## **Pauvretés : il faut faire vite**

### **Compter les pauvres ou vaincre la pauvreté ?<sup>1</sup>**

La conjoncture est à la morosité. Le chômage et la précarité de l'emploi cessent d'être pour les Suisses un phénomène marginal qui ne touche que les autres. La proportion de nos compatriotes qui se sentent menacés dans leur emploi, qui voient poindre le spectre d'une retraite anticipée ou qui assistent aux vains efforts de leurs enfants cherchant un emploi va croissant.

Ces faits peuvent expliquer le rebondissement récent du débat public sur les pauvretés et sa prise en considération par les médias. Dans ce contexte, renaissent les disputes sur l'existence de la pauvreté. Certains rappellent qu'elle est de toujours et qu'elle n'a de nouveauté que le nom, d'autres s'accordent à penser qu'il s'agit réellement d'un fait nouveau.

Un mot à ce sujet. De tous temps, on a compté les pauvres. Mais, en écho, des voix se sont élevées pour relativiser le phénomène. Tantôt, on affirmait qu'il s'agissait d'un phénomène inévitable, lié d'ailleurs à l'inconduite des victimes. Plus récemment, particulièrement pendant les Trente glorieuses, on a considéré qu'il s'agissait d'un phénomène marginal qui allait être résorbé dans de bons délais. Ceux qui resteraient enlisés dans la pauvreté ne seraient que des "cas". Depuis près de dix ans, est apparu le discours sur la nouvelle pauvreté. L'étude réalisée au Tessin par le Département des œuvres sociales (1985 sous la direction de Christian Marazzi) a résonné comme un coup de tonnerre. Elle a été suivie par beaucoup d'autres. Des chercheurs, pour l'essentiel sérieux et faisant tout ce qu'ils peuvent avec les moyens qui leur sont alloués, produisent des rapports : au Tessin, à Neuchâtel, à Bâle, en Valais, à Zurich, à St-Gall, à Berne et bientôt dans le Canton de Vaud.

De tous ces travaux se dégage une idée simple : vraisemblablement plus d'un demi million de personnes vivent en situation de pauvreté, non pas une pauvreté abstraite, théorique, mais en dessous d'un seuil que les autorités politiques elles-mêmes considèrent comme un minimum en deçà duquel on a droit à l'assistance publique. Opportunément, le Fonds national de la recherche scientifique vient de lancer une importante étude pour apprécier le problème dans l'ensemble du pays.

Durant toute cette période, quelques mesures sectorielles ont sans doute été prises en vue de pallier les lacunes les plus évidentes. Aujourd'hui, un nouveau danger menace la lutte contre la pauvreté. Paradoxalement, il s'agit de l'alibi de la crise. Un raisonnement se développe, paré de toutes les évidences : s'il y a des pauvres et même des nouveaux pauvres, c'est en raison de la crise que l'on souhaite voire passagère. Il suffit d'attendre le retour des jours meilleurs et le problème ne se posera plus. Aucune raison de s'engager à l'aveuglette dans des mesures improvisées.

Pendant ce temps, les diverses formes de précarité se renforcent et les pauvres se multiplient. Il est fort à craindre qu'on leur demande d'attendre. Pendant qu'aux États-Unis d'éminents chercheurs démontrent les effets de la paupérisation programmée pendant les années Reagan sur les difficultés du système social américain à s'engager efficacement dans l'innovation et la croissance, chez nous, nombreux sont ceux qui s'engagent avec désinvolture sur les voies de la résignation. Ils n'ont sans doute pas compris qu'une population ne peut se mobiliser, rebondir et

---

<sup>1</sup> Extraits d'un texte préparé pour le journal *Domaine public*.

agir, que si elle n'est pas engluée dans les pesanteurs de la dépendance et de l'incapacité à esquisser des projets.

Ci et là, dans divers cantons, des initiatives voient le jour. Pensons, par exemple, à la rénovation de la loi sur l'assistance en Valais ou au projet d'une banque soutenue par l'État pour sauver les victimes du petit crédit dans le Canton de Neuchâtel. Il ne faudrait pas que, sous prétexte de "fragilité" des données disponibles ou d'un souci suspect de connaître le dernier détail sur les caractéristiques de la pauvreté, on utilise la conjoncture pour enfouir, une fois encore, ces drames de société sous une chape de silences à complicités variables.

### **Pauvretés : il faut faire vite**

Au début de la semaine dernière<sup>2</sup>, les médias helvétiques ont évoqué parallèlement les conséquences rudes de la montée fulgurante du chômage et les initiatives prises par divers cantons et par le Fonds national suisse de la recherche scientifique en vue d'étudier la pauvreté dans notre pays.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces deux informations ont un point commun : pour beaucoup trop de Suisses, la vie quotidienne est ou devient insupportable. Des centaines de milliers de nos compatriotes tirent le diable par la queue. Depuis quelques mois, à coup d'inflation, de demi-rattrapage sur les salaires, de hausse des loyers et des cotisations d'assurance-maladie, combien sont venus rejoindre cette cohorte de personnes qu'on appelle pudiquement les "défavorisés". Trop sans doute ! Pendant ce temps, on étudie la pauvreté. Et c'est très bien. Des chercheurs, pour l'essentiel sérieux et faisant tout ce qu'ils peuvent avec les moyens qui leur sont alloués, produisent des rapports : au Tessin, à Neuchâtel, à Bâle, en Valais, à Zurich, à St-Gall, à Berne, et bientôt dans le Canton de Vaud. De tous ces travaux se dégage une idée simple, plus d'un demi million de personnes vivent en situation de pauvreté, non pas une pauvreté abstraite, théorique, mais en dessous d'un seuil que les autorités politiques elles-mêmes considèrent comme un minimum en deçà duquel on a droit à l'assistance publique.

Mais voilà, dès que l'on évoque ces informations, éclate la querelle des chiffres. On chipote sur un pourcentage, sur quelques "erreurs" méthodologiques, sur des "insuffisances" dans le recueil des données. C'est sans doute vrai, mais les chercheurs n'en sont pas responsables. Ils ne sauraient faire de miracle avec les moyens extrêmement modestes qui leur sont alloués. Il arrive que les crédits soient plus copieux pour l'étude de la réfection d'un carrefour que pour l'analyse de la pauvreté dans tout un canton. Ces disputes sont fréquemment un moyen de détourner l'attention de l'essentiel : l'existence et la souffrance des pauvres... et je n'ai rien contre la rigueur scientifique et l'honnêteté intellectuelle, bien au contraire.

Nous disposons de suffisamment d'informations pour prendre d'urgence des mesures permettant de lutter contre ce fléau, la pauvreté, un monstre qui de toute évidence semble se porter trop bien et même retrouver une nouvelle vigueur.

Dépassant les disputes de détails, chercheurs et politiciens peuvent se mettre à table pour envisager des solutions à court terme. Pour le moyen et le long terme, il est essentiel que les études se poursuivent non pas tant pour produire du papier, mais pour découvrir les moyens les plus efficaces permettant d'organiser une véritable politique anti-pauvreté. Et il faudra intervenir à tous les niveaux, à deux pas de chez soi, dans la commune, le canton et au niveau fédéral. A ce propos, la grande enquête nationale que nous annonce le Fonds national suisse de la recherche scientifique se doit d'être une espérance pour celles et ceux qui connaissent la pauvreté ou qui sont menacés par ce fléau.

---

<sup>2</sup> Extraits d'un texte préparé pour le journal *V O Réalités*.